

## **Projet de Loi de Finances Rectificative pour 2008**

### **Intervention de Dominique BAERT**

**Le 9 décembre 2008**

Madame la Présidente,  
Monsieur le Ministre,  
Mes Chers Collègues,

Avouons que, du point de vue des finances publiques, nous vivons une époque sinon "formidable", au moins extra-ordinaire au sens propre du terme. Car enfin, ce n'est pas commun ; la France vit cet automne au rythme d'une Loi de Finances par mois !

Octobre, et c'est normal, annonce de la Loi de Finances initiale !

En Novembre, la Loi de Finances n'est pas encore finie d'être votée par le Sénat, que paraît la Loi de Finances rectificative !

Et, tout début décembre, on n'a pas encore voté la Loi de Finances rectificative, voilà que déjà est annoncé un "plan de relance" avec un collectif budgétaire de 26 Mds € !

Jusqu'où ira le Gouvernement ?

Jusqu'où ira-t-il, oui, dans ce qui, au vu de tous ces textes financiers réécrits avant d'être votés, paraît franchement s'apparenter à un pilotage à vue.

Jusqu'où ira le Gouvernement, surtout – et c'est le Rapporteur spécial de la Commission des Finances sur les Engagements Financiers de l'Etat qui veut dire sa préoccupation ! – jusqu'où ira le Gouvernement dans la dégradation de nos comptes publics, dans l'aggravation du déficit de l'Etat, de ses besoins de financement, et du stock de la dette de l'Etat, plus lourde à chaque Loi de Finances que vous proposez !

Et la pièce que le Gouvernement nous met en scène cet automne aura été en 3 actes !

Acte 1 : c'est la Loi de Finances initiale pour 2009 : elle est déjà en soi préoccupante. Les chiffres qui y sont inscrits soulignent déjà une dérive inquiétante.

Ainsi la charge de la dette, qui dérape de 4 Mds € en 2008, pour atteindre 45,2 Mds €. Pour l'après 2009, le Gouvernement annonçait une augmentation de 2 Mds € supplémentaires chaque année de cette charge, et donc 49,5 Mds € en 2012 !

Autre chiffre préoccupant, le besoin de financement de l'Etat. Il était déjà annoncé à 165,4 Mds pour 2009, soit le double du niveau de 1999 (81,5 Mds €) et 60 % plus élevé que celui de 2002 et surtout que celui de 2007 (104,8 Mds €) !

Et, en matière d'endettement public, le Gouvernement annonçait lui-même sa progression de + 0,7 point de PIB en 2009 pour atteindre 66 % !

Tout cela était déjà préoccupant en soi, mais ce l'était davantage encore pour 2 raisons :

- d'abord, parce que ces chiffres pourtant peu favorables étaient obtenus en creusant des "trous", des "dettes latentes" (via, quoi que vous puissiez en dire, Monsieur le Ministre, des sous-budgétisations de crédits), à l'image de ce 1 milliard € dû au Crédit Foncier, qui se trouve ainsi devenu banquier de l'Etat "à l'insu de son plein gré" ;
- ensuite, parce que ces chiffres de dette et de financement reposent sur des hypothèses macroéconomiques contestables, que l'opposition a, à juste titre, contestées, et que la crise a, depuis d'ailleurs, fait voler en éclats ! Or, la charge de notre dette, et le poids de notre endettement sont très sensibles à la dégradation des données macroéconomiques.

Ainsi, dans mon rapport spécial, j'avais chiffré 2 scénarios en modifiant les hypothèses de croissance du Gouvernement.

Dans le premier scénario, j'anticipais que la croissance du PIB, après 0,9 % en 2008, reculerait à 0,5 % en 2009, puis se redresserait progressivement (1,5 % en 2010, 2 % en 2011, et 2,2 % en 2012). Ma conclusion, à partir de ces hypothèses dont on considère qu'elles ne sont pas irréalistes, était que le ratio de dette publique serait à 67 % fin 2009, et à 68,5 % fin 2012 !

Mais dans un second scénario, à partir de la même hypothèse de croissance, en intégrant les 11,5 Mds € de mesures prises pour les banques, et en supposant 15 Mds € supplémentaires en 2009 (ce qui, là encore, n'est quand même pas une anticipation démesurée !), alors, le ratio de dette publique atteint 70 % du PIB en 2012 !

Mais ça, c'était la Loi de Finances initiale !

Depuis, ça a changé, côté Gouvernement...

Acte 2 : C'est la révision, par le Gouvernement, de ses hypothèses macroéconomiques et budgétaires pendant la discussion au Sénat. Ainsi, pour ne citer qu'elle, la prévision de croissance de 1 % a été revue à la baisse, avec une fourchette de 0,2 % à 0,5 %.

Quelles en sont les conséquences ?

D'abord, une aggravation du déficit budgétaire pour 2009, qui passe de 52,1 à 57,6 Mds € !

Ensuite, et c'est mécanique, alourdissement du besoin de financement de l'Etat : il est prévu à combien pour 2009, Monsieur le Ministre ? On passe de 165 Mds € à combien, Monsieur le Ministre ?

Mais aussi, autre conséquence, et, malgré la détente des taux d'intérêt, comment croire que ce ne sera pas le cas: alourdissement de la charge de la dette !

D'autant que, depuis ces hypothèses, la pièce joue un autre acte, l'Acte 3, celui du "plan de relance" !

Du strict point de vue financier, il y aura très vite, des conséquences visibles. 26 Mds € injectés, certes, mais en dépensant de l'argent qui n'existe pas !

Cela veut dire un déficit public qui va plonger ! Il devrait, nous dit-on, passer à 76,2 Mds € dès 2009, ce qui le portera aisément à 4 % du PIB ! Mais de combien sera la charge de la dette en 2009, et quelle sera-t-elle en 2012 ? Elle risque d'être plus proche de 55 Mds € annuels ! Songeons, Mes Chers Collègues, qu'elle était de moins de 40 Mds € en 2007 !

Mais, ayons aussi conscience que la dette publique va dérapier prodigieusement. Le Gouvernement veut un "effet masse" avec son plan de relance, il aura un "effet massue" sur notre économie ! A la fin de la législature, le Gouvernement laissera notre économie corsetée par une dette sans précédent !

Car enfin, si je reprends mes hypothèses économiques, auxquelles ces dernières semaines m'ont donné raison d'ailleurs, **en 2012, on ne peut pas exclure que l'endettement public pèse pour près de 75 % du PIB !**

Ces chiffres donnent le tournis, et ils sont terriblement inquiétants pour l'avenir.

Alors, Monsieur le Ministre, dites-nous où vous allez, où en sont vos hypothèses : quelle dette, quelle charge de la dette, quel besoin de financement de l'Etat en 2009, mais aussi en 2012 ?

- Vous dites vouloir « ajouter de la relance à la dette ». En vérité, vous ajoutez de la dette à la dette, une dette que vos paquets cadeaux fiscaux ont contribué à creuser, une dette que l'on paiera encore pendant longtemps!

Tout à l'heure Jérôme CAHUZAC parlait des conséquences du sarkozysme. De 1993 à 1995, le sarkozysme au Budget avait fait passer la dette publique de 34,7 à 43% du PIB. Jusqu'où nous emmènera le sarkozysme devenu présidentiel ? Merci de nous dire, Monsieur le Ministre, si vous avez la réponse !